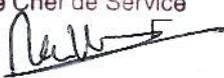


Le Chef de Service

Direction de l'Autonomie
Service Tarification
des Établissements Sociaux


Nathalie MAILLOT

Colmar, le

2012 00305

ARRETE
Du

- 2 JUIL. 2012

DESI

portant fixation du prix de journée 2012 de la section Appartements de la Maison
d'Enfants « Saint-Joseph » de MULHOUSE

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 314-1 et suivants et R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment son article 45 ;
- VU** le rapport CG-2011-5-4-2 approuvé en séance du 8 décembre 2011 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2012 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** les propositions de la Maison d'Enfants « Saint-Joseph » de MULHOUSE ;
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général en date du 17 décembre 2004 concernant les modalités de financement des maisons d'enfants à caractère social ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2012, les dépenses et les recettes prévisionnelles de la section « Appartements » de la Maison d'Enfants « Saint-Joseph » de MULHOUSE sont autorisées comme suit :

Dépenses

Groupe I	37 140,00 €
Groupe II	155 590,00 €
Groupe III	32 469,00 €
Total des dépenses	225 199,00 €

Recettes

Groupe I	228 940,32 €
Groupe II	0,00 €
Groupe III	0,00 €
Total des recettes	228 940,32 €
Reprise de résultat	-3 741,32 €

ARTICLE 2 :

Le prix de journée applicable à la section « Appartements » de la Maison d'Enfants « Saint-Joseph » est fixé à compter du **1^{er} juillet 2012** à :

66,68 €

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officielle du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général Adjoint

Michel CHOCHOY